

Campagne BDS FRANCE

**Notre réponse à l'apartheid, à l'occupation et la colonisation israéliennes:
Boycott, Désinvestissements, Sanctions
<http://www.bdsfrance.org/>**

Qu'est-ce que la campagne BDS?

L'appel palestinien

Rappelons qu'aucun droit ne régit le travail des Palestiniens en Cisjordanie. Il ne connaît ni salaire minimum, ni âge minimum, ni maxima horaires. Rappelons que le Mur empêche physiquement des dizaines de milliers de Palestiniens d'accéder à leurs familles, lieux de travail, terres agricoles, écoles, universités ou hôpitaux. Actuellement, le taux de chômage y est de 19%, et 25% de la population fait face à l'insécurité alimentaire. A Gaza, on estime que 120.000 emplois dans le secteur privé ont été perdus depuis le début du siège en 2007 et que 40% de la population est au chômage.

La société civile palestinienne, regroupant plus de 170 organisations palestiniennes dont *tous* les syndicats palestiniens, a lancé en 2005 un appel au Boycott, aux Désinvestissements et aux Sanctions contre Israël jusqu'à : la fin de l'occupation et de la colonisation, le démantèlement du Mur, la levée du blocus de Gaza, l'égalité absolue des droits des Palestiniens d'Israël et la mise en œuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens, c'est à dire le simple respect du droit international. Cet appel, connu sous le nom de campagne «BDS», réunit les trois composantes de la société civile: les Palestiniens sous occupation, les Palestiniens citoyens d'Israël et les réfugiés palestiniens hors des frontières de la Palestine historique.

Cette campagne est, à l'image du celle du boycott de l'Afrique du Sud dans les années 1980, une action citoyenne, non-violente, initiée par les Palestiniens eux-mêmes, pour lancer un courant d'opinion internationale en faveur du respect des droits des Palestiniens. Répétons qu'elle n'est pas destinée à discriminer une population, mais à exercer une pression sur le gouvernement israélien, et en premier lieu sur nos propres gouvernements, pour qu'ils appliquent de légitimes sanctions et imposent la seule issue possible pour toute cette région : la simple et entière application du droit international.

L'appel de 2005 a reçu un écho grandissant dans le monde, endossé par de nombreux individus, syndicats, partis politiques et autres organisations qui veulent manifester concrètement leur solidarité internationale. Ainsi, des entreprises occidentales comme Caterpillar (qui fabrique les bulldozers qui détruisent les maisons palestiniennes) ou Starbucks (qui finance l'armée israélienne) ont été visées, au même titre que des entreprises israéliennes telles que Carmel ou Jaffa. Le gouvernement norvégien a retiré ses capitaux de plusieurs sociétés israéliennes qui investissent dans les territoires illégalement occupés. La Bolivie et le Venezuela ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël. Des cinéastes comme Ken Loach, Jean-Luc Godard ou Meg Ryan, des musiciens comme Elvis Costello, les Pixies ou Massive Attack ont publiquement refusé de participer à des festivals en Israël. Enfin, de nombreux professeurs et syndicats d'enseignants de par le monde ont également et publiquement appelé à rompre les accords avec les institutions universitaires israéliennes. En Israël, ce mouvement est encouragé par le courant «*Boycott From Within*», et il a récemment été rejoint par 150 universitaires, écrivains, artistes et acteurs israéliens refusant de se produire dans les colonies illégalement occupées.

La réponse syndicale

Le mouvement syndical international a toujours démontré son engagement envers les droits humains par des actions de solidarité avec les peuples opprimés ou par l'adoption de sanctions dirigées contre des régimes oppressifs. La participation de nombreux syndicats à la prochaine flottille de la liberté en direction de Gaza est, en ce sens, une marque essentielle de solidarité en direction des Palestiniens.

Mais adopter des mesures BDS est devenu aujourd'hui la forme la plus importante de la solidarité syndicale avec la société civile palestinienne en général, et avec la classe ouvrière palestinienne en particulier :

-Les syndicats de dockers : en février 2009, en signe de protestation contre la guerre d'Israël sur la bande de Gaza, un syndicat de dockers d'Afrique du Sud a lancé un boycott contre le commerce maritime israélien. Suite à l'attaque meurtrière israélienne sur la flottille de la liberté en 2010, le syndicat suédois des dockers a bloqué plus de 500 conteneurs au cours d'un blocus d'une semaine des exportations en Israël et des produits israéliens, et les dockers californiens d'Oakland ont refusé de décharger un cargo israélien pendant 24 heures.

-Les syndicats de travailleurs municipaux : en Afrique du Sud, ils ont favorisé la création d'une zone "exempte d'apartheid israélien" où les municipalités n'ont aucun lien, ni sportif, ni commercial, ni académique, ni culturel avec le régime israélien. Des campagnes similaires sont menées par des syndicalistes en Irlande et en Australie.

-Enfin, les syndicats palestiniens demandent également à leurs collègues internationaux de rompre leurs relations avec le syndicat raciste israélien, la Histadrout. De nombreux syndicats individuels, ainsi que les congrès nationaux des syndicats en Ecosse, Irlande et en Afrique du Sud ont rompu ces relations ou ont commencé une procédure pour le faire.

En France

En France, le mouvement a réellement commencé à décoller après les grandes manifestations, suite aux massacres de l'armée israélienne à Gaza, en janvier 2009. La Campagne BDS France regroupe à présent de nombreuses associations et des individus d'origines et de sensibilités diverses, qui se sont réunis pour coordonner leurs actions selon des principes communs. Les centrales nationales telles que Solidaires, la CNT, la Confédération Paysanne et la GUPS en sont membres, ainsi que certains syndicats de branches tels que la CGT-ACSE, la CGT-INRA et la CGT-FNAF et plusieurs unions, locales, départementales ou régionales de la CGT, de la FSU, de FO et de l'UNEF.

Cette campagne se décline sous plusieurs formes qui ne cessent de se diversifier :

-La Campagne BDS France s'engage ainsi contre la société *Agrexco-Carmel*, qui commercialise des fruits et légumes dont 70% proviennent des colonies, contre le projet du conseil régional de la région Languedoc Roussillon de transformer le port de Sète en plateforme d'entrée en Europe pour cette entreprise, et contre les différentes enseignes de supermarchés, comme Carrefour, qui commercialisent ses produits.

-Contre la société française *Véolia*, qui participe à l'exploitation d'un tramway reliant Jérusalem aux colonies, et qui a perdu plusieurs marchés pour cette raison.

-Contre la banque franco-belge *Dexia*, qui participe au financement des colonies, et qui y a retiré une partie de ses capitaux.

Tous ces succès doivent nous encourager à continuer résolument sur cette voie.

Aujourd'hui, la *Campagne BDS France* lance un appel solennel à tous les employés et à tous les syndicats du groupe *France Télécom – Orange* en France et dans le reste du monde, pour qu'ils exigent sa mise en conformité avec sa charte éthique, le droit international, et le principe de solidarité avec le peuple palestinien, en cessant d'acheter du matériel israélien de haute technologie, en se désinvestissant de tous ses partenariats avec des entreprises israéliennes en Cisjordanie comme en Israël, et en interdisant à ces entreprises d'utiliser la marque *Orange*.

Quelle est la situation des travailleurs palestiniens dans l'apartheid israélien aujourd'hui ?

On dénonce parfois l'illégalité et la violence de l'occupation israélienne en Palestine. On oublie souvent d'en dénoncer le caractère raciste qui la rapproche par de nombreux points de l'occupation des Blancs en Afrique du Sud, à commencer par son origine coloniale. Pourtant on peut également parler d'un «Apartheid israélien» puisque, d'après la définition de l'ONU c'est «un système de ségrégation et de discrimination raciale institutionnalisées, dans le but d'établir et de maintenir la domination d'un groupe racial sur un autre, et de l'opprimer systématiquement» (résolution 3068 qu'une poignée de pays dont la France, Israël et les Etats-Unis ont refusé de ratifier). Le racisme de l'Etat israélien résulte de l'idéologie sioniste dont l'objectif est d'assurer la suprématie juive en Palestine.

En Israël

Sur le territoire israélien actuel, un million et demi de Palestiniens (20% de la population) vivent comme des citoyens de deuxième classe où ils subissent des discriminations. Ils sont défavorisés dans la législation de la nationalité et du mariage, dans l'accès aux ressources de travail, syndicales, culturelles, de santé, d'éducation et même aux permis de construire qu'ils n'obtiennent presque jamais. Afin d'annexer le Golan syrien en 1967, 95 % de sa population en a été expulsée. Plus d'une centaine de villages Palestiniens d'Israël ne sont pas reconnus et, par conséquent, ne reçoivent aucun service. Les Palestiniens citoyens d'Israël ne peuvent pas, selon la loi israélienne, posséder des propriétés sur 93 % du territoire qui est exclusivement réservé aux Juifs, israéliens ou d'ailleurs.

En Cisjordanie

-Dans les territoires occupés depuis 1967, plus de 18 000 maisons palestiniennes ont été détruites pour permettre aux colonies israéliennes de s'étendre. Plus d'un million d'oliviers et autres arbres fruitiers ont été arrachés. C'est l'armée israélienne qui contrôle l'eau de Cisjordanie, en confisque plus de 80 % et revend le reste aux Palestiniens 4 fois son prix.

-Aucun droit ne régit le travail des Palestiniens en Cisjordanie, qui ne connaît ni salaire minimum, ni âge minimum, ni maxima horaires. Les Palestiniens vivent sous l'arbitraire de la juridiction militaire qui peut les mettre en prison sans inculpation, leur faire subir des punitions collectives, des confiscations de terres, des couvre-feux de plusieurs jours, des assassinats ciblés ou des bombardements. Plus de 11.000 Palestiniens croupissent aujourd'hui dans les prisons israéliennes, dans lesquelles de nombreux cas de torture sont dénoncés.

-La Cisjordanie est divisée en dizaines de «bantoustans» isolés entre lesquels il n'est pas possible de circuler sans autorisation israélienne, délivrée arbitrairement dans l'un de ses 600 «Check Points». Les Palestiniens ne peuvent emprunter les autoroutes reliant les colonies, ni utiliser l'aéroport international de Tel Aviv. Le Mur empêche physiquement des dizaines de milliers de Palestiniens d'accéder à leurs familles, lieux de travail, terres agricoles, écoles, universités ou hôpitaux.

-Actuellement, le taux de chômage en Cisjordanie est de 19%, et la pauvreté continue d'augmenter, 25% de la population faisant face à l'insécurité alimentaire...

A Gaza

-Un million et demi de Palestiniens dans la bande de Gaza vivent un cas extrême d'oppression systématique: blocus total, privation des produits de première nécessité, bombardements fréquents et de plus en plus violents (plus de 1400 morts en un mois en janvier 2009)...

-98% des opérations industrielles sont à l'arrêt à cause du siège israélien, maintenant dans sa troisième année, qui inclut des restrictions sévères sur l'électricité, l'huile pour le chauffage, le gaz

naturel, et les matériaux de construction. On estime que 120,000 emplois dans le secteur privé ont été perdus depuis le début du siècle et que 40% de la population est au chômage.

-Les 40,000 personnes qui travaillent au sein du secteur agricole à Gaza sont affectées par la destruction de leurs terres agricoles, qui comprend les vergers d'olives, de dattes, et de fruits et d'autres champs agricoles ouverts. En tout, 46% des surfaces agricoles à Gaza restent inexploitées à cause des invasions israéliennes et l'imposition d'une "zone tampon" militaire qui passe à travers les terres de Gaza.

Dans le monde entier

Près de six millions de Palestiniens vivent aujourd'hui en exil et sont discriminés par l'impossibilité de rentrer dans leur pays. A différents degrés, ce sont donc bien *tous* les Palestiniens (11 millions de personnes, dont la moitié a le statut de Réfugié) qui vivent une ségrégation quotidienne.

Comment agir efficacement ?

Boycott économique

Il consiste en premier lieu à ne pas acheter ni à consommer de produits manufacturés en Israël ou des services de l'économie israélienne, et à convaincre ses amis de faire de même. En second lieu, à mener des actions d'information auprès des entreprises et comités d'entreprises français sur les produits israéliens et les raisons de cesser leur distribution. Enfin, à mener des campagnes d'information et de sensibilisation du public sur les raisons du boycott, et sur les entreprises françaises qui participent à l'occupation et à la colonisation israélienne.

Boycott universitaire, culturel et sportif

Les universités israéliennes collaborent, activement ou passivement, à l'oppression israélienne, son armée, son idéologie, ses pratiques discriminatoires etc. De même, une œuvre d'art ou un événement sportif, financé ou promu par des institutions officielles israéliennes, par le gouvernement israélien ou par une organisation sioniste, prend un sens politique et soutient, directement ou indirectement, l'Etat d'Israël. Les artistes palestiniens n'ont guère, quant à eux, le luxe de pouvoir faire de "simples œuvres d'art". Les universitaires (enseignants, chercheurs, étudiants...), artistes et sportifs palestiniens appellent leurs collègues à boycotter les institutions académiques israéliennes (conférences, agences d'évaluation, revues scientifiques...), à ne *pas* participer à des événements culturels (festivals ou expositions) ou sportifs israéliens. Il est également indispensable d'inciter les institutions internationales à ne pas financer des institutions scientifiques, culturelles ou sportives israéliennes et à soutenir directement des institutions palestiniennes.

Boycott Syndical

Il est essentiel de renforcer les relations entre syndicalistes palestiniens et français, de développer des campagnes de solidarité, et de relayer les témoignages des travailleurs en Palestine auprès des syndicalistes et des employés, afin de faire connaître la situation actuelle d'apartheid, d'occupation militaire, de construction de murs et d'austérité néolibérale imposée au peuple palestinien.

Mais adopter des mesures BDS est devenu aujourd'hui la forme la plus importante de la solidarité syndicale avec la société civile palestinienne en général, et la classe ouvrière palestinienne en particulier. Les syndicats doivent utiliser leur position d'acteurs importants dans la société civile pour appuyer des campagnes de boycott des consommateurs, de désinvestissement d'entreprises ou d'appels aux sanctions contre l'état israélien, aussi longtemps que celui-ci s'obstinera à violer le droit international, les résolutions des Nations Unies et les décisions de la Cour Internationale de Justice.